

Le budget—M. Nystrom

Lorsque nous examinons le budget des dépenses que le gouvernement a déposé aujourd'hui, nous constatons qu'il existe un mystère au chapitre de l'allocation à la sécheresse. Le ministre chargé de la Commission canadienne du blé est à la Chambre. Pourrait-il nous expliquer la raison pour laquelle le budget des dépenses déposé aujourd'hui prévoit pour 375 millions de dollars de crédits pour l'allocation à la sécheresse.

M. Mayer: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député me demande si je suis prêt à lui fournir cette raison. Si la Chambre le souhaite, je serais on ne peut plus heureux d'expliquer la raison pour laquelle ce chiffre figure dans le budget des dépenses.

M. le vice-président: La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que le ministre fournisse une brève explication?

Des voix: Non.

M. Mayer: C'est le député qui l'avait demandée.

M. Riis: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je ne voudrais pas présenter sous un faux jour ce qui vient de se produire. Le ministre a demandé la permission d'expliquer un programme. Il sait que chaque jour il y a un moment opportun. . .

M. Mayer: C'est lui qui l'avait demandée.

M. Riis: . . . pour faire un exposé. Pour l'instant, nous écoutons le député de Yorkton—Melville.

M. Mayer: Franchement, monsieur le Président, je n'aurais besoin que d'une minute ou une minute et demie pour fournir cette explication. Le député de Yorkton—Melville m'a demandé si, en tant que ministre chargé de la Commission canadienne du blé, j'accepterais de lui fournir cette explication. Si le député me le permettait, je le ferais volontiers.

M. le vice-président: Il n'y a pas consentement unanime. Le député de Yorkton—Melville a la parole.

M. Nystrom: Parlons de privatisation. Le gouvernement a entrepris la privatisation d'un plus grand nombre de sociétés d'État. . .

M. Gustafson: C'est «participation publique» qu'il faut dire.

M. Nystrom: Non pas participation publique, mais privatisation. Encore une fois, dans le cadre de sa croisade idéologique, le Parti conservateur cède de plus en plus de terrain au secteur privé. Cette fois-ci, il s'agit d'Air Canada, une société d'État considérable. Le gouvernement veut privatiser complètement cette grande institution canadienne, afin que les gens les plus nantis du pays achètent une majorité des actions et s'enrichissent.

Il s'agit de notre compagnie aérienne nationale. Elle devrait demeurer la propriété de tous les Canadiens. C'était pourtant la politique du Parti conservateur, lors-

qu'il était dirigé par John Diefenbaker et Robert Stanfield. Cependant, depuis que les conservateurs ont adopté un nouveau style républicain, ils ont modifié grandement leur idéologie.

Les initiatives du gouvernement en ce qui a trait à l'environnement comprennent notamment des compressions en ce qui a trait aux énergies renouvelables. Pourquoi ne consacre-t-on pas plus d'argent à l'environnement? Je prétends que le gouvernement devrait dépenser 1 p. 100 de son budget à assainir l'environnement à s'attaquer à la pollution de l'air, de l'eau et du sol. Le budget devrait prévoir davantage en ce qui a trait au développement durable, comme le prévoyait la Commission Brundtland. Il s'agit de questions importantes, mais le gouvernement prend peu de mesures à ce sujet.

Si les conservateurs souhaitent un compliment, je vais les féliciter pour la décision qu'ils ont prise d'annuler le programme d'achat de sous-marins à propulsion nucléaire. Tous les Canadiens verront cette décision d'un très bon oeil. Je sais que certains conservateurs ne l'apprécient pas du tout. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a quitté ce portefeuille, car il n'a pu convaincre le gouvernement de donner son accord au programme d'achat en question. Mon collègue de la Saskatchewan est maintenant ministre de la Défense nationale. Il a hérité de ce portefeuille, à la suite de l'adoption d'une nouvelle politique. Les conservateurs ont bien agi en annulant ce programme.

J'aurais, souhaité qu'ils fassent de même dans le cas de l'aide à l'étranger. Pourquoi le gouvernement sabre-t-il dans les crédits consacrés à cette aide? Ce député de l'arrière-ban peut nous expliquer peut-être pourquoi, au cours de l'année financière 1988-1989, on fait passer l'aide à l'étranger de 2,8 milliards de dollars à 2,4 milliards de dollars? Sur cinq ans, on réduira de 1,8 milliard de dollars les dépenses au titre de cette aide.

Il est inadmissible de la part d'un pays nanti comme le Canada de sabrer dans ce domaine, au moment même où nous vivons plus que jamais dans une collectivité mondiale. Si nous sommes solidaires de nos frères, nous devrions faire tout en notre pouvoir pour aider les habitants des régions pauvres du monde. Il faut nous servir de notre technologie et de nos moyens financiers, pour nous assurer qu'ils ne souffrent pas de la faim. Il s'agit pour nous de faire en sorte de développer leurs économies et de veiller à ce qu'ils sachent produire suffisamment de denrées pour nourrir leur population et puissent vivre en paix.

Il est tout à fait déplorable que le Parti conservateur ait choisi de sabrer dans ce domaine, afin d'épargner un peu d'argent, alors qu'il aurait pu obtenir cet argent de ses amis millionnaires et des grandes sociétés au profit desquels il gouverne le pays.